

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Les professionnels des Tic sonnent l'alerte : Les centres d'appel sont en danger de mort au Sénégal

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Le développement des télécommunications n'est que l'arbre qui cache la crise structurelle qui frappe le secteur des technologies de l'information et de la communication (Tic), notamment le offshoring. C'est, en tout cas, l'avis des professionnels du secteur qui étaient en assemblée générale ce week-end.

Source : *Walf Quotidien* Pour **Antoine Ngom**, le président de l'Organisation des professionnels des technologies de l'information et de la communication (**Optic**), affiliée au Conseil national du patronat (**Cnp**), "*l'activité offshore, c'est-à-dire les centres d'appels, avait bien démarré au Sénégal, mais aujourd'hui, c'est un secteur qui rencontre beaucoup de difficultés*". Il en veut pour preuve la fermeture et la vente de certains de ces centres d'appels, dont la presse a fait état récemment. Et le président de l'Optic de tirer la sonnette d'alarme face à ce malaise qui menace des milliers d'emplois.

D'après Antoine Ngom, "*si rien n'est fait, le offshoring va disparaître carrément au Sénégal dans quelques années*". Et cela au profit des pays comme le Maroc et la Tunisie qui se sont positionnés comme des plateformes dynamiques. "*Si l'on ne regarde que les télécommunications, on a l'impression que le secteur marche, or c'est tout le contraire*", renseigne le président de l'Organisation des professionnels des technologies de l'information et de la communication. D'après ce dernier, parmi les obstacles qui empêchent à l'activité offshore de se développer, il y a l'absence de marchés, l'environnement économique et surtout l'absence de financement des banques.

C'est la raison pour laquelle, pour faire des Technologies de l'information et de la communication (Tic) le catalyseur qui va tirer la croissance de l'économie sénégalaise, il y a lieu de renforcer les infrastructures, le partenariat public/privé et le résautage des Pme du secteur. Tel est, en tout cas, la nouvelle feuille de route que le nouveau bureau de l'Optic entend mettre en Suvre au cours de la nouvelle mandature.

"*Le secteur doit se remettre en cause pour parvenir à réaliser certains travaux que les grosses entreprises veulent sous-traiter*", avance Gaïdy Ndao de la Sonatel. Abondant dans le même sens, Antoine Ngom, président de l'Optic, soutient qu'"*il y a lieu de faire quelque chose pour rester compétitive. Mais nous demandons que l'Etat accompagne surtout le secteur privé local pour lui donner un coup de fouet*". Il suggère, par exemple, que pour les grands marchés de l'Etat, un certain pourcentage soit traité avec les Pme locales et avec une clause de transfert de technologie de la part des entreprises étrangères. "*J'insiste qu'il y a de la compétence dans notre secteur, car nous sommes un secteur pas comme les autres. Toutefois, il faut davantage travailler en réseau pour gagner des marchés beaucoup plus grands*", suggère Antoine Ngom.

Embouchant la même trompette, Mouhamed Tidiane Seck, directeur de l'Agence pour le développement de l'informatique de l'Etat (**Adie**) est d'avis que "*le manque de réseautage est un blocage pour les entreprises sénégalaises*". A ce constat, s'ajoute, d'après le directeur de l'Adie, le nouveau code des marchés qui n'accorde pas de "*préférence locale*" et surtout le fait que la plupart des projets sont financés par les bailleurs de fonds. "*Nous ne pouvons pas dicter la loi. Ce qui compte dans ce type de marché, c'est la capacité de l'entreprise à répondre dans les délais aux cahiers des charges*", fait-il remarquer.

De son côté, Mouhamed Diop, président de la grappe Technologies de l'information et de la communication (Tic) dans le cadre de la Stratégie de croissance accélérée (**Sac**), soutient que le secteur privé doit se développer au même rythme que le public. "*Depuis quatre ans, on assiste au développement de la grappe Technologies de l'information et de la communication (Tic) qui impacte sur les autres secteurs*", se plaît à souligner M. Diop. Toutefois, d'après lui, il faut beaucoup de moyens pour booster le secteur des Tic.

Et cela suppose, à son avis, un partenariat dynamique public/privé. En effet, dans le cadre de la Sca, l'objectif des

Les professionnels des Tic sonnent l'alerte : Les centres d'appel sont en danger de mort au Sénégal

autorités est d'amener la contribution des Tic dans le Pib de 15 % d'ici 2015, contre 8 % actuellement. Cet objectif est doublé de la création de 250 000 emplois contre 50 000 présentement. Un pari qu'il est possible de gagner au regard des nombreuses applications offertes par les Technologies de l'information et de la communication, en matière de E-éducation, E-santé, E-registre entre autres.

Mamadou SARR